

Après avoir rencontré les représentants CFDT des salariés d'Alcatel-Lucent à Ormes, Jean-Pierre Sueur est intervenu auprès de Christine Lagarde, ministre de l'Economie, de l'industrie et de l'emploi et de Christian Estrosi, ministre chargé de l'Industrie, ainsi que de Bernard Fragneau, préfet de la Région Centre, préfet du Loiret.

Il leur a notamment écrit :

« Il est extrêmement préoccupant, voire très choquant (...) de constater que l'annonce de ces suppressions d'emploi va de pair avec l'annonce d'importantes délocalisations et externalisations d'activités à forte valeur ajoutée du groupe (...), alors que ce groupe bénéficie de concours non négligeables de l'Etat français, notamment en matière de crédit impôt-recherche ».

Il leur a demandé d'agir auprès du groupe « en vue d'obtenir une révision du plan annoncé, une remise en cause des délocalisations et externalisations et une forte relance de l'activité à la mesure des attentes, demandes et innovations qui existent dans le domaine des télécommunications (...). Ce qui est en cause, c'est notre devenir industriel dans ce domaine sensible et porteur des télécommunications, dans lequel notre pays dispose d'atouts forts et prometteurs ».

.